

Région Wallonne

Collectivités territoriales

Disponibilité de l'information: 81%

Performance développement durable

Score Global : 55 / 100

La Région Wallonne atteint une performance extra-financière probante et se classe 4ème / 30 au sein du secteur des Collectivités locales européennes.

La collectivité présente une performance homogène selon les 6 domaines. Si le domaine Développement territorial et solidarités est le seul présentant un score avancé, la Région Wallonne obtient des scores probants dans quatre autres domaines : Environnement, Ressources Humaines, Droits Humains et Gouvernance. La performance en matière de Commande Publique est la seule étant limitée.

| | Environnement | Ressources Humaines | Droits Humains | Dév. Territorial et Solidarités | Commande Publique | Gouvernance |
|--------------|---------------|---------------------|----------------|---------------------------------|-------------------|-------------|
| 100 | | | | | | |
| 75 | | | | | | |
| 50 | | | | | | |
| 25 | | | | | | |
| 0 | | | | | | |
| Scores | 58 | 55 | 55 | 66 | 45 | 54 |
| Controverses | Non | Oui | Oui | Non | Oui | Non |

■ Echelle de performance des collectivités ■ Performance de collectivité

Sur les deux années passées, la collectivité a été impliquée dans trois cas de controverses : l'accusation de l'ONG Amnesty International quant à la vente d'armes à l'Arabie Saoudite ; une action en justice portée par Greenpeace, pour "actions insuffisantes contre la pollution de l'air" ; l'omission par six ministres du gouvernement wallon, de déclarer certains de leurs mandats, fonctions ou professions, selon plusieurs médias belges.

La Région Wallonne communique de façon transparente sur les deux premiers cas.

Informations générales

- Informations géographiques et démographiques : La Région Wallonne (ou "Wallonie") est une des trois régions de la Belgique, constituée de 5 provinces : Brabant wallon, Hainaut, Liège, Luxembourg et Namur. Le territoire de 16 903 km² compte 3 602 216 habitants au 1er janvier 2016, parlant Français et Allemand (dans 9 communes de l'est formant la Communauté germanophone).

- PIB et données économiques : En 2016, le PIB par habitant était d'environ 24 896 € et le taux de chômage (15-64 ans) de 10,6%.

- Gouvernance : Le Parlement de Wallonie se compose de 75 députés, élus par la population wallonne tous les cinq ans, au suffrage universel, suivant le système de la représentation proportionnelle et sur base de 13 circonscriptions.

- Champ de compétences : La Région Wallonne est autonome dans de nombreux domaines. Ses compétences couvrent notamment les matières suivantes : l'économie ; la politique de l'emploi ; la formation ; le logement ; l'action sociale et la santé ; l'aide aux personnes, notamment handicapées ; la politique de la famille et les allocations familiales ; l'aménagement du territoire ; les travaux publics ; la politique des transports et de la mobilité ; la politique de l'énergie ; l'environnement et la politique de l'eau ; la rénovation rurale et la conservation de la nature.

- Dette : La Région Wallonne a une note de crédit à long terme de Moody's de A2 (mars 2017).

- Pouvoir fiscal : Renforcée par la 6ème Réforme de l'Etat en 2013, l'autonomie fiscale de la Wallonie est notamment assurée par les impôts additionnels IPP (impôts sur les personnes physiques) et les taxes suivantes : taxe sur les jeux et paris, taxe sur les appareils automatiques de divertissement, droits de succession, droits de propriété, etc.

- Elections : Les dernières élections du Parlement wallon ont eu lieu le 25 mai 2014, et le taux de participation - était de 87,9%. Ces élections ont été remportées par le Parti Socialiste avec 30 sièges, suivi du Mouvement Réformateur (25 sièges), du Centre démocrate humaniste (13 sièges), d'Ecolo (4 sièges), du PTB-GO (2 sièges) et du Parti Populaire (1 siège). Parmi les 75 élus, 40% sont des femmes (contre 34,67% en 2009). Les prochaines élections auront lieu en 2019.

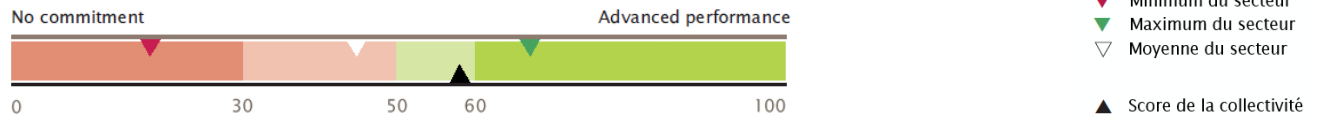
| Année | Budget | Nombre d'employés |
|-------|-------------|-------------------|
| 2017 | EUR 13,129m | 9,658 |
| 2016 | EUR 12,849m | 9,482 |
| 2015 | EUR 12,376m | 9,459 |

Décomposition budgétaire

Performance développement durable par domaine

Environnement

Score : 58



| | | | | | |
|-----------|----|-------------|----|----------|----|
| Politique | 62 | Déploiement | 65 | Résultat | 36 |
|-----------|----|-------------|----|----------|----|

Performance de la collectivité

Dans le domaine Environnement, la Région Wallonne obtient une performance probante, au-dessus de la moyenne sectorielle.

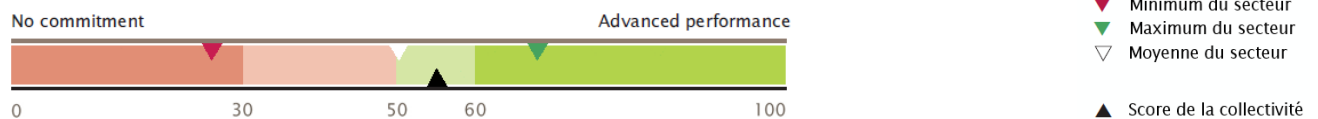
La meilleure performance de la collectivité en matière environnementale est atteinte dans la Maîtrise des impacts liés au transport. Bien que la Région n'ait pas fixé d'objectif quantitatif quant à la réduction des impacts environnementaux liés au transport de ses agents, elle en a fixé un, ambitieux, de réduction de 40% des émissions de GES issues du secteur du transport entre 2017 et 2030, sur son territoire. Des mesures pertinentes ont été mises en oeuvre pour réduire les impacts liés au transport à l'échelle du SPW (sensibilisation à l'éco-conduite, flotte de véhicules partagés...) et du territoire (entretien et dragage du réseau fluvial, promotion du covoiturage...). Le mix de transport est stable, la part de la voiture représentant environ 85%.

La Région obtient également des performances avancées en matière de Stratégie environnementale, grâce à des engagements pertinents à l'échelle du SPW (Plan de Développement Durable) et du territoire (Plan Air Climat Energie, notamment), et en matière de Valorisation des espaces verts et de la biodiversité, enjeu sur lequel la collectivité fait preuve de proactivité (monitoring des espèces existantes, étude des impacts sur l'écosystème des nouveaux travaux publics, information des citoyens, promotion de l'agriculture durable...).

Le score le plus faible concerne la Maîtrise des consommations d'énergie et réduction des émissions polluantes. Sur son territoire comme dans ses bâtiments propres (SPW), la Région Wallonne a fixé des objectifs généraux de réduction des consommations énergétiques mais qui ne sont pas chiffrés. Par ailleurs, la collectivité ne semble pas publier de données relatives aux consommations d'énergie et aux émissions de GES liées à ses activités propres (SPW). Des mesures pertinentes sont néanmoins mises en oeuvre à l'échelle du territoire (sensibilisation de la communauté sur la nécessité des économies d'énergie, promotion des technologies améliorant l'efficacité énergétique, etc.).

Human Resources

Score : 55



| | | | | | |
|-----------|----|-------------|----|----------|----|
| Politique | 31 | Déploiement | 75 | Résultat | 59 |
|-----------|----|-------------|----|----------|----|

Performance de la collectivité

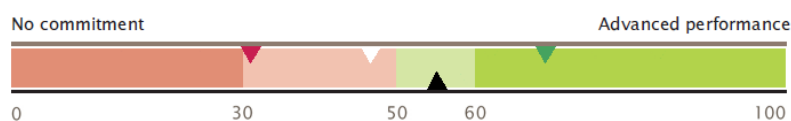
La Région Wallonne atteint une performance probante dans le domaine des Ressources Humaines et se classe dans la moyenne du secteur.

La performance est avancée en matière de Promotion du dialogue social. Même si l'engagement de la Région, par le biais de la Convention sectorielle 2013-2016, reste plutôt général, celle-ci est signée par les délégations des organisations syndicales et permet de fournir un accord sur les conditions de travail à l'ensemble des agents. En outre, tout le SPW est couvert par des instances de concertation et de négociation.

En revanche, le Respect et l'aménagement du temps de travail constitue la moins bonne performance de la Région Wallonne dans ce domaine car la collectivité semble d'abord n'avoir formalisé aucun engagement sur cet enjeu. Des mesures pertinentes sont néanmoins mises en oeuvre pour compenser les horaires de travail atypiques et prendre en compte les préférences des agents dans la fixation de leurs horaires de travail.

Human Rights

Score : 55



- ▼ Minimum du secteur
- ▼ Maximum du secteur
- ▽ Moyenne du secteur
- ▲ Score de la collectivité

Politique

65

Déploiement

42

Résultat

59

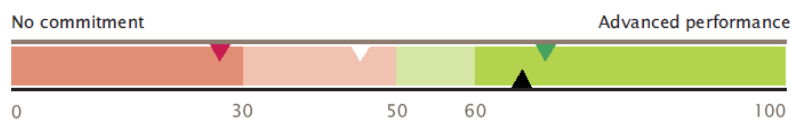
Performance de la collectivité

La performance de la collectivité dans le domaine des Droits Humains est probante, au-dessus de la moyenne du secteur. La Région montre en particulier une performance avancée en matière de Non-discrimination et promotion de l'égalité des chances dans l'administration et les services publics, notamment grâce à un Décret définissant de façon explicite toutes les catégories de discrimination et processus de management couverts. Le Conseil Wallon pour l'égalité hommes-femmes est en outre impliqué dans le suivi de l'application de ce Décret. Des mesures pertinentes ont été mises en place pour prévenir la discrimination au sein du SPW (sensibilisation, formation, suivi de données, discrimination positive...). La part des femmes aux positions managériales et la part des personnes en situation de handicap employées par la Région ont augmenté ces trois dernières années. En revanche, les mesures allouées à la prévention des discriminations envers les usagers des services publics sont floues.

Dans ce domaine, la moins bonne performance de la Région concerne le Respect des droits fondamentaux et la prévention des atteintes à ces droits, principalement en raison de l'existence d'une controverse de sévérité élevée, concernant des ventes d'armes à l'Arabie Saoudite. Néanmoins, la Région a bien formalisé un engagement couvrant la protection des données personnelles et le respect des droits des Wallons dans la fourniture des services administratifs.

Community Development

Score : 66



- ▼ Minimum du secteur
- ▼ Maximum du secteur
- ▽ Moyenne du secteur
- ▲ Score de la collectivité

Politique

58

Déploiement

69

Résultat

72

Performance de la collectivité

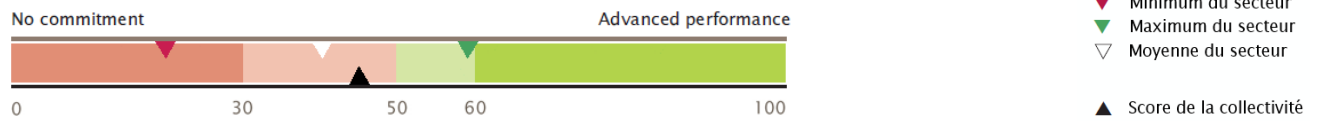
La performance de la Région Wallonne en matière de Développement territorial et solidarités est avancée et nettement au-dessus de la moyenne sectorielle.

Sa performance est avancée sur les deux critères évalués. Sur l'Aménagement et le développement durable du territoire, la Région a formalisé des engagements pertinents au sein de la Déclaration de Politique Régionale et du Schéma de Développement de l'Espace Régional (SDER). D'importants moyens sont mis en oeuvre pour appuyer l'urbanisme durable et le développement de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle. Cependant, le taux de chômage et en particulier celui des 15-24 ans est en légère hausse entre 2012 et 2016.

En ce qui concerne la Cohésion sociale et développement solidaire, la Région promeut l'accès aux services publics et l'adaptation des infrastructures publiques à des populations vulnérables au travers du Plan Wallon de lutte contre la pauvreté. En outre, les mesures mises en place couvrent la plupart des enjeux de la Région : santé, logement, eau, énergie, etc.

Procurement and Services

Score : 45



Politique

60

Déploiement

42

Résultat

32

Performance de la collectivité

La Commande Publique est le seul domaine pour lequel la performance de la Région Wallonne est limitée. Sa performance est néanmoins en ligne avec celle des 29 collectivités du secteur.

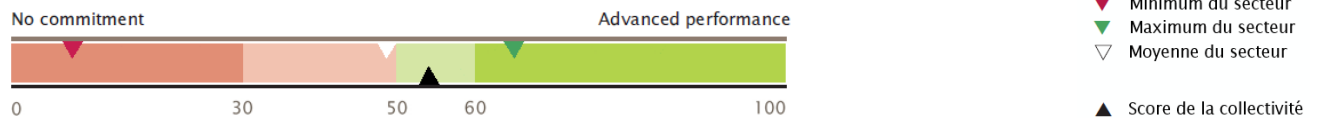
Le score le plus faible dans ce domaine concerne la Prévention des risques de corruption. Cela s'explique notamment par l'engagement contenu dans la Charte de bonne conduite administrative qui fait uniquement référence à des principes de déontologie génériques et par des mesures qui semblent être limités au contrôle interne. En outre, une controverse concernant l'omission par plusieurs ministres de déclarer certains de leurs mandats a été identifiée. La Région n'a pas réagi à cette controverse. La transparence et l'accessibilité du système de publication des marchés publics est néanmoins une force de la Région sur cette thématique.

Par ailleurs, en matière d'Intégration des facteurs environnementaux et sociaux dans les marchés publics, la Région Wallonne montre également une performance limitée. Bien que des engagements aient été formalisés dans le Plan d'actions achats publics responsables 2017-2019, les mesures mises en oeuvre ne semblent pas exhaustives. En particulier, la Région ne semble pas auditer ses fournisseurs sur des sujets sociaux et environnementaux. La collectivité ne semble pas communiquer sur les éventuels incidents en matière environnementale et sociale identifiés chez les fournisseurs.

A l'inverse, une performance avancée est obtenue sur la Qualité des services et des relations avec les usagers, en particulier grâce aux engagements formalisés et pertinents contenus dans le Contrat d'Administration 2016-2020 et les mesures mises en oeuvre par le Médiateur de la Wallonie.

Governance

Score : 54



Politique

60

Déploiement

47

Résultat

54

Performance de la collectivité

La performance de la Région Wallonne dans le domaine de la Gouvernance est probante, dans la moyenne du secteur. La performance de la Région est probante sur le critère de l'Audit et du contrôle interne : le comité d'audit ne comprend aucun élu, ses membres semblent avoir des compétences diverses et son périmètre de responsabilité est pertinent. De plus, un reporting environnemental est publié, mais il ne semble pas faire l'objet d'un audit externe. En ce qui concerne la Démocratie représentative et participative, la loi wallonne fixe des conditions strictes d'accès aux postes d'exécutifs et a mis en place des mécanismes de consultation de ses parties prenantes. Cependant, la performance reste limitée, ce qui est notamment lié à un manque d'information sur le taux de présence aux réunions du Parlement Wallon.

Analyse détaillée

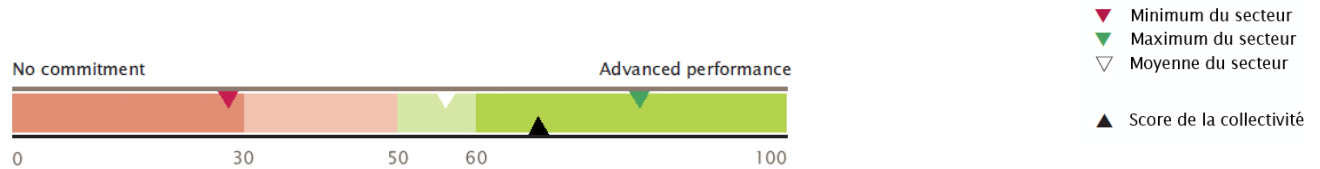
| | |
|--------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| Environment | 8 |
| ENV1.1 Environmental strategy | 8 |
| ENV1.4 Management of green areas and protection of biodiversity | 9 |
| ENV2.1 Protection of water resources | 10 |
| ENV2.2 Minimising environmental impacts from energy use | 11 |
| ENV2.5 Waste management | 13 |
| ENV2.6 Management of local pollutions/nuisances | 15 |
| ENV2.7 Management of environmental impacts from transportation | 16 |
| Human Resources | 17 |
| HRS1.1 Promotion of labour relations | 17 |
| HRS2.4 Career management and promotion of employability | 18 |
| HRS3.1 Quality of remuneration systems | 19 |
| HRS3.2 Improvement of health and safety conditions | 21 |
| HRS3.3 Respect and management of working hours | 22 |
| Human Rights | 23 |
| HRT1.1 Respect for human rights standards and prevention of violations | 23 |
| HRT2.1 Respect for freedom of association and the right to collective bargaining | 24 |
| HRT2.4 Non-discrimination | 25 |
| Community Development | 27 |
| CIN1.1 Territorial planning and sustainable development of the territory | 27 |
| CIN2.1 Social cohesion and fair development | 29 |
| Procurement and Services | 30 |
| C&S1.3 Quality of relations with service recipients | 30 |
| C&S2.2 Sustainable Relationships with suppliers/Respect of suppliers in procurements | 31 |
| C&S2.3 Integration of environmental factors in the supply chain/in procurements | 32 |
| C&S2.4 Integration of social factors in the supply chain/in procurements | 34 |
| C&S3.1 Prevention of corruption | 35 |
| Governance | 36 |
| CGV1.1 Representative and participative democracy | 36 |

Environment

Score : 58

ENV1.1 Environmental strategy

(score: 68)



| | | | | | |
|-----------|----|-------------|----|----------|-----|
| Politique | 83 | Déploiement | 53 | Résultat | N/A |
|-----------|----|-------------|----|----------|-----|

Visibility of commitment to environmental issues

La Région Wallonne a formalisé une politique environnementale au travers de son Plan Climat Air Energie 2016-2022, et repris notamment dans la Stratégie Wallonne de Développement Durable. En outre, la collectivité a formalisé une politique sur la gestion de ses propres impacts (Plan de Développement Durable 2016-2019).

Relevance of environmental strategy for the territory

La Région Wallonne s'engage sur la majorité de ses responsabilités en matière environnementale et de protection du territoire, au travers notamment de la stratégie wallonne de développement durable et du Plan Climat Air Energie 2016-2022 :

- Protection de la biodiversité
- Gestion des ressources en eau
- Gestion des déchets
- Réduction des impacts environnementaux liés à l'énergie
- Gestion de la pollution locale (poussières)
- Gestion des impacts environnementaux liés au transport

Ownership of commitment

Les engagements environnementaux de la Région Wallonne sont portés par les Ministres en charge de l'environnement, de la nature et du climat. En outre, au niveau de l'administration (SPW), le Plan Développement Durable est porté par le Comité Stratégique et des groupes de travail par axe, composé de membres des différentes directions.

Relevance of environmental strategy for the Local Authority as an organization

La Région Wallonne s'engage sur la majorité de ses principales responsabilités en matière de protection de l'environnement :

- Eco-conception des bâtiments- Gestion des impacts environnementaux issus du transport des agents
- Gestion des déchets

Means allocated to environmental management on the territory

La collectivité a alloué plusieurs ressources pertinentes à la gestion de l'environnement sur le territoire :

- Collecte de données environnementales : le Rapport de mise en oeuvre en Wallonie des Objectifs de Développement Durable présente de nombreuses données environnementales (eau, énergie, déchets...). Des données spécifiques sont également reportées au travers des Plans thématiques (déchets, air climat énergie, etc.)
- Communication à la communauté : le site internet dédié "environnement.wallonie.be" permet de communiquer aux habitants les différentes avancées des actions en matière de protection de l'environnement
- Système de contrôle de la performance environnementale : la Région Wallonne suit, à l'échelle du territoire, les émissions de GES, les consommations d'énergie par type de transport, ou encore la consommation d'énergie finale.

Existence of certified environmental management systems (EMAS, ISO 14001)

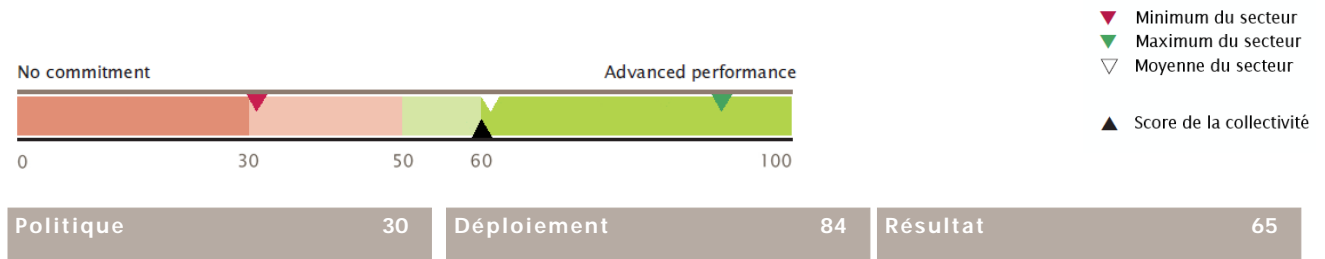
La collectivité est engagé dans la certification EMAS pour certains de ses bâtiments (4) depuis 2010, dans lesquels travaillent 952 ETP, soit environ 11% du personnel du Service Public de Wallonie (SPW).

Means allocated to environmental management within the organization

La collectivité alloue des ressources à la gestion environnementale, dont de la formation, de la communication et du suivi d'indicateurs. Le SPW a en outre un Plan de Développement Durable 2016-2019 qui traite de ses enjeux environnementaux, et dont l'avancement est évalué tous les ans.

ENV1.4 Management of green areas and protection of biodiversity

(score: 60)



Relevance of commitment to biodiversity protection.

L'engagement de la collectivité en matière de protection de la biodiversité est général, et vise à "préserver la biodiversité et renforcer les processus de restauration de la qualité biologique du territoire wallon dans son ensemble en agissant avec de nombreux acteurs".

Means allocated to biodiversity protection

La Région Wallonne met en oeuvre plusieurs mesures de protection de la biodiversité, et apparait comme proactive sur cet enjeu :

- Monitoring des espèces existantes (oiseaux, amphibiens, reptiles, mammifères, etc.)
- Etude des impacts sur l'écosystème des nouveaux travaux publics
- Protection des espaces verts existants (Parcs Naturels de Wallonie) et développement de nouveaux espaces verts
- Information des citoyens quant au respect de la biodiversité, notamment par le biais du Réseau Wallonie Nature et le site internet dédié qui recense l'ensemble des actions de la Région en matière de biodiversité : <http://biodiversite.wallonie.be>
- Promotion de l'agriculture durable (Plan stratégique pour le développement de l'agriculture biologique en Wallonie, aides financières à l'agriculture bio)

Copyright Vigeo 2018 - La reproduction de tout ou partie de ce document est soumise à autorisation par son auteur conformément au code de la propriété intellectuelle.

Coverage of means allocated to biodiversity protection

Les moyens mis en oeuvre couvrent les nouveaux projets et certains projets existants.

Results with regard to biodiversity protection

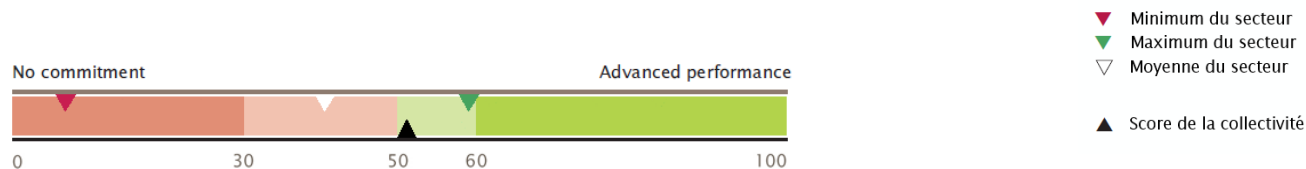
La collectivité collecté de nombreux indicateurs de gestion de la biodiversité sur son territoire, dont la surface représentée par les aires naturelles protégées, en hausse sur la période 1990-2016, et qui atteint 94 000 ha en 2016.

Stakeholders' feedback

Aucune controverse n'a été identifiée sur la période sous revue : l'opinion des parties prenantes est neutre.

ENV2.1 Protection of water resources

(score: 51)



| | | | | | |
|-----------|----|-------------|----|----------|----|
| Politique | 79 | Déploiement | 59 | Résultat | 15 |
|-----------|----|-------------|----|----------|----|

Relevance of the local authority's commitment in terms of reducing its offices water consumption

La Région Wallonne a fixé un objectif général de réduction de la consommation d'eau de distribution dans les bâtiments, dans le Plan de Développement Durable 2016-2019.

Relevance of the local authority's commitment in terms of managing water resources.

La Région Wallonne s'est engagée à atteindre des objectifs à court et moyen termes fixés par les Objectifs de Développement Durable des Nations Unies, et dans ce cadre plusieurs objectifs en matière de gestion des ressources en eau dont :

- Promouvoir un usage durable des ressources en eau
- Améliorer la qualité de l'eau en réduisant la pollution
- Assurer l'accès universel et équitable à l'eau potable

Means allocated on the sites under the local authority's responsibility

Les informations obtenue de la part de la Région Wallonne sur les actions mises en oeuvre pour réduire sa consommation d'eau sont insuffisantes.

Coverage

Copyright Vigeo 2018 - La reproduction de tout ou partie de ce document est soumise à autorisation par son auteur conformément au code de la propriété intellectuelle.

Means allocated on the Local Authority's territory

La Région Wallonne applique la Directive Cadre européenne sur l'Eau (DCE) et a mis en place un système exhaustif pour réduire les impacts sur son territoire :

- Sensibilisation sur la gestion de l'eau
- Sensibilisation sur la pollution de l'eau
- Planification des prélèvements en eau
- Systèmes de recyclage de l'eau (pour les eaux industrielles, par le biais d'un permis environnement imposé à l'industriel)
- Technologies de contrôle de la pollution (réseaux de surveillance imposés par la Directive Cadre européenne)
- Coordination internationale et intra-belge pour la gestion des conflits d'usage
- Initiatives pour la préservation des eaux souterraines
- Suivi d'indicateurs

Coverage

La plupart des mesures sont mises en place sur l'ensemble du territoire, mais certaines comme le recyclage ne concernent que certaines parties (recyclage uniquement des eaux industrielles).

Water consumption in the local/regional authorities premises/activities

La Région Wallonne ne publie pas de données quantitatives sur ses consommations d'eau.

Quality waste water after treatment on the territory

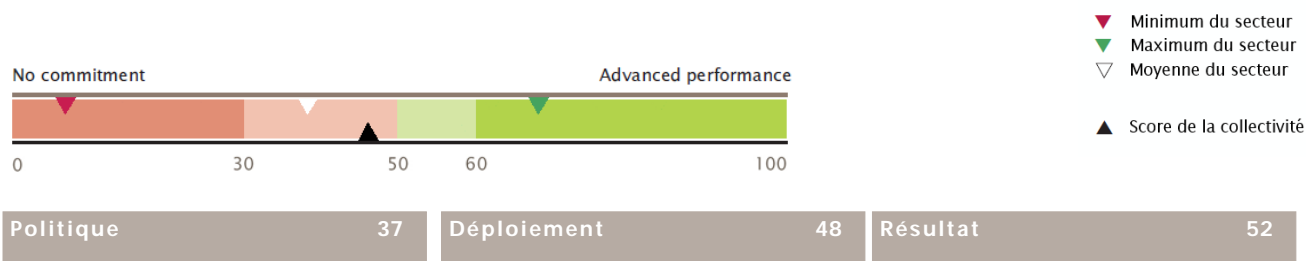
La Région Wallonne fournit des données sur l'état des cours d'eau selon la concentration en matières azotées, par classe de concentration en nitrate. La part des sites ayant un état "bon" ou "très bon" est stable entre 2011 et 2015, représentant près de 80% des sites en 2015.

Efficiency of the territorial water distribution network

Le rendement primaire sans transit consolidé sur l'ensemble des distributeurs d'eau de Wallonie a baissé de 4,6 points entre 2011 et 2015. Il était de 66,1% en 2015.

ENV2.2 Minimising environmental impacts from energy use

(score: 46)



Relevance of the local authority's commitment in terms of reducing its energy consumption.

La Région Wallonne a fixé un objectif général de réduction de la consommation énergétique dans les bâtiments, dans le Plan de Développement Durable 2016-2019.

Relevance of the local authority's commitment in terms of reducing its energy-related emissions.

La Région Wallonne a également fixé un objectif général de limitation des émissions de gaz à effets de serre dans les bâtiments dans le Plan de Développement Durable 2016-2019.

Relevance of the local authority's commitment in terms of reducing its territory's energy consumption.

La Région Wallonne a fixé des objectifs généraux de réduction des consommations énergétiques sur son territoire en décidant de suivre l'Accord de Paris (2015). La collectivité reprend également les objectifs chiffrés de l'Union Européenne attribués à la Belgique mais ne mentionne pas la part de la Région dans cet effort.

Relevance of the local authority's commitment in terms of reducing its territory's energy-related emissions.

La Région Wallonne a fixé un objectif quantitatif de réduction de ses émissions de gaz à effet de serre ("non ETS") de 14,7% entre 2005 et 2020.

Means allocated to reduce its own energy consumption and related emissions.

La collectivité a mis en place plusieurs mesures pour réduire la consommation énergétique des ses bâtiments :

- Audits de la consommation énergétique (60 audits énergétiques réalisés sur les bâtiments principaux du SPW depuis 2008)
- Rénovation de bâtiments publics selon des standards d'efficacité allant au-delà de la réglementation locale (aucun standard d'efficacité énergétique n'est cependant précisé)

Coverage

La collectivité met en place des audits énergétiques dans la plupart des bâtiments du Service Public de Wallonie, mais la rénovation des bâtiments ne concerne que deux bâtiments.

Means allocated to reduce energy consumption and related emissions on the territory.

La collectivité met en place des systèmes de suivi et des technologies de fin de cycle pour réduire les impacts à l'échelle de son territoire :

- Sensibilisation de la communauté sur la nécessité des économies d'énergie, par le biais de la cellule interregionale de l'environnement (CELINE)
- Amélioration de l'efficacité des réseaux locaux de distribution d'énergie, notamment en stimulant la recherche sur les solutions de stockage de l'énergie
- Promotion des ressources d'énergie renouvelables (primes à l'investissement pour l'achat d'installations exploitant des énergies renouvelables, et priorité donnée à l'électricité verte sur le réseau)
- Promotion des technologies améliorant l'efficacité énergétique (aides financières pour la rénovation des systèmes de chauffage de certains types de bâtiments)
- Promotion de nouvelles technologies pour des bâtiments éco-énergétiques par le biais du développement d'un label qualité des entreprises d'isolation et bâtiment, s'adressant aux installateurs de systèmes d'énergie renouvelable (pompe à chaleur, photovoltaïque...)

Coverage

La collectivité a mis en oeuvre ces mesures sur la majorité du territoire.

Energy consumption during local/regional authority's activities

Les informations obtenues de la part de la collectivité quant à ses consommations d'énergie sont insuffisantes.

Emissions linked to energy consumption during local/regional authority's activities

Les informations obtenues de la part de la collectivité quant à ses émissions de GES liées à ses activités sont insuffisantes.
NB : un bilan carbone a été réalisé en 2010 mais aucune nouvelle donnée n'a été calculée depuis. Un nouveau bilan carbone est prévu dans le cadre du Plan de développement durable 2016-2019.

Energy consumption on the territory

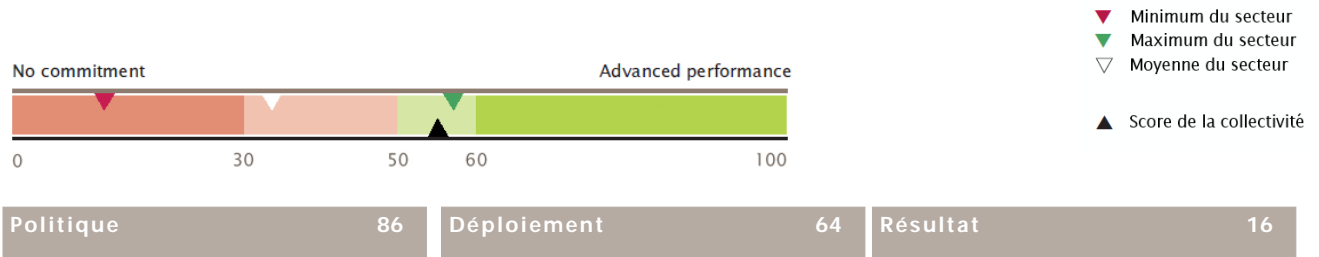
La consommation énergétique de la Région Wallonne normalisée par habitant a diminué de 11% entre 2011 et 2015 mais de façon non continue, et a atteint 33 346 KWh par habitant en 2015.

Emissions linked to energy consumption on the territory

Les émissions de GES liées à la consommation énergétique sur le territoire wallon normalisée par habitant a diminué de 10% entre 2011 et 2015 mais de façon non continue, et a atteint 6,83 t CO2e par habitant en 2015.

ENV2.5 Waste management

(score: 55)



Relevance of the local/regional authority's commitment to reducing non-hazardous waste generation on the territory

La Région Wallonne s'engage à privilégier le recyclage des déchets produits sur son territoire et a fixé un objectif quantifié de réduction du gaspillage alimentaire des ménages wallons : -33 %, soit - 9 kg/hab à l'horizon 2025 par rapport à 2013.

Relevance of the local/regional authority's commitment to reducing hazardous waste generation on the territory

La Région Wallonne a fixé des objectifs quantifiés pour réduire la production de déchets dangereux sur son territoire, sur la période 2013-2025 :

- Réduire de 20% les quantités de produits phytosanitaires utilisés par les ménages
- Réduire de 6% les achats de produits dangereux potentiellement substituables (hors pesticide) par les ménages
- Favoriser l'utilisation des piles rechargeables par 38% des ménages

Relevance of the local/regional authority's commitment to reducing its own waste generation as an organisation

La Région Wallonne s'engage à trier, collecter, recycler et valoriser ses déchets à l'échelle du Service Public de Wallonie.

Means allocated to waste management on the territory

La collectivité a mis en place de nombreuses mesures pertinentes pour la gestion des déchets sur son territoire :

- *Identification des différentes sources de production de déchets et publication de statistiques par catégorie (déchets ménagers, assimilés, communaux, industriels)*
- *Réduction des déchets à la source (soutien de la R&D sur les technologies de réduction des gaspillages dans l'agriculture, développement d'un outil de diagnostic déchets pour les artisans et les PME, interdiction des sacs plastique à usage unique...)*
- *Actions de sensibilisation sur la réduction des déchets (diffusion de bonnes pratiques sur la réduction des emballages, intégration du thème du gaspillage alimentaire dans les formations professionnelles, campagne de sensibilisation à l'attention des ménages en faveur de l'utilisation de sacs réutilisables...)*
- *Développement et amélioration des collectes sélectives*
- *Suivi des déchets produits sur le territoire*

Coverage of the means allocated to waste management on the territory

La Région Wallonne affirme que ces mesures concernent l'ensemble du territoire.

Means allocated to the local/regional authority own waste management

La Région Wallonne a mis en place des mesures visant à réduire les impacts de la production de déchets dans ses bâtiments telles que l'uniformisation des pratiques de tri des déchets (consignes, équipements...) et la récupération des cartouches en fin de vie pour le recyclage ou la réutilisation. Néanmoins, aucun suivi des déchets produits n'est réalisé.

Coverage of the means allocated to waste management at the local/regional authority's sites

La Région Wallonne affirme que ces mesures sont mises en place à l'échelle du Service Public de Wallonie.

Trend in non-hazardous waste generation on the territory

La collectivité ne publie des données que pour l'année 2013 sur la production de déchets sur son territoire.
NB : en 2013, 14 457 884 tonnes de déchets non dangereux ont été produits sur le territoire wallon (déchets ménagers et industriels).

Trend in waste treatment / recycling on the territory

La part des déchets produits sur le territoire wallon qui sont recyclés a augmenté de 1,7 point entre 2011 et 2015, mais de façon non continue. Cette part s'établit à 96,5% en 2015 et comprend :

- *La valorisation énergétique*
- *La valorisation matière*
- *La valorisation matière*

Trend in hazardous waste generation on the territory

La collectivité publie uniquement des données jusque 2014, et la production de déchets dangereux a baissé de façon continue entre 2012 et 2014. Elle a atteint 596 000 tonnes en 2014.

Trend in non-hazardous waste generated through the local/regional authority operations

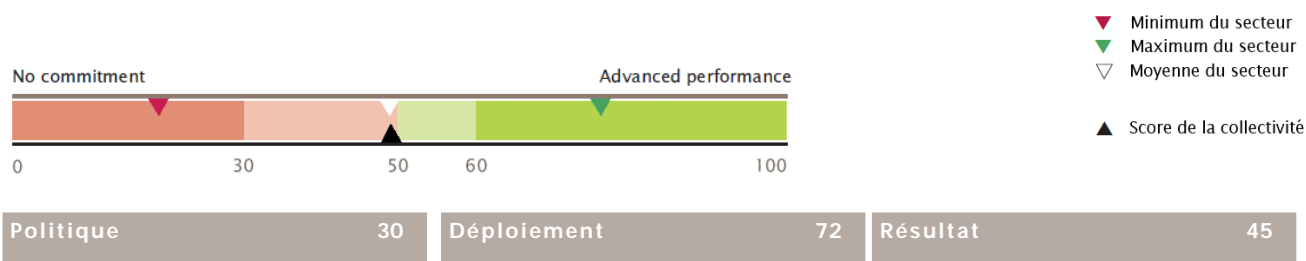
Les informations obtenues de la part de la collectivité quant aux quantités de déchets produits dans ses bâtiments est insuffisante.

Trend in treatment/recycling of the non hazardous waste generated through the local/regional authority operations

Les informations obtenues de la part de la collectivité quant aux quantités de déchets traités ou recyclés dans ses bâtiments est insuffisante.

ENV2.6 Management of local pollutions/nuisances

(score: 49)



Relevance of the local authority's commitment to reducing its local pollution

Les engagements de la Région Wallonne relatifs au contrôle de la pollution locale couvrent une partie des enjeux pertinents. Ceux-ci se concentrent sur la réduction de la poussière, par le biais de la directive 2015/2193 du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions en provenance des installations de combustion moyennes, fixant des normes de NOx, SO2 et poussières pour les installations de 1 à 50MW.

Means allocated

La Région Wallonne a rendu obligatoire l'obtention d'un permis environnement pour tout nouvel établissement. Ce permis prévoit notamment :

- Des mesures correctives en cas de pollutions existantes (en particulier pour les centres d'enfouissement)
- La consultation des riverains via une enquête publique propre à chaque projet
- La réalisation d'études d'impacts sur l'environnement, couvrant tous les types de pollution dont la pollution locale

Les pollutions locales définies dans ce décret couvrent notamment le bruit, ainsi que toute substance émise dans l'air et susceptible de porter atteinte à la santé humaine.

Coverage

Cette mesure s'applique sur l'ensemble du territoire wallon.

Scope of the means allocated to the decrease of local nuisances

Plusieurs types de pollution sont couverts par cette mesure :

- Bruit
- Qualité de l'air
- Impacts paysagers

Stakeholders' feedback

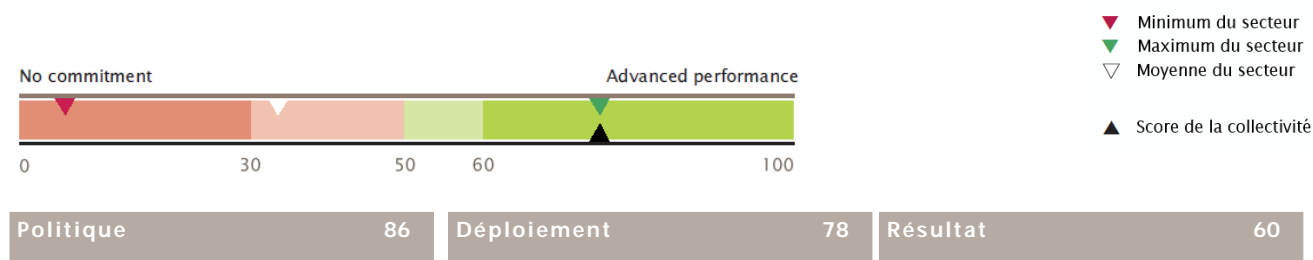
Aucune controverse n'a été identifiée sur la période sous revue : l'opinion des parties prenantes est neutre.

Trend

Globalement, la performance de la Région Wallonne quant à la pollution locale s'est améliorée.
Les émissions de SOx et de NOx ont baissé respectivement de 48% et 22%, de façon continue, entre 2010 et 2014, et s'élèvent à 323 Aeq et 1640 Aeq en 2014.
Les PM 10 à 2,5 µm ont baissé de 8% entre 2010 et 2014, de façon non continue, et s'élèvent à 4037 tonnes en 2014.

ENV2.7 Management of environmental impacts from transportation

(score: 75)



Relevance of the local authority's commitment on environmental impacts of transports of its employees

La collectivité a défini un engagement général de réduction des impacts environnementaux liés au transport de ses agents.

Relevance of the local authority's commitment with regard to the environmental impacts related to the transportation on its territory

La collectivité a fixé un objectif quantitatif de réduction des impacts environnementaux liés au secteur du transport sur son territoire, et cet objectif est ambitieux : la Région Wallonne s'engage à réduire de 40% les émissions de GES issues du secteur du transport entre 2017 et 2030.

Means allocated to minimising the environmental impacts on the territory

La Région Wallonne met en place la plupart des mesures pertinentes pour réduire les impacts environnementaux liés aux transports sur son territoire :

- Amélioration des infrastructures de transport (entretien et dragage du réseau fluvial, soutien à la construction d'infrastructures de chargement...)
- Rationalisation des flux de transport (promotion du covoiturage)
- Amélioration du mix de transport public (promotion des alternatives au transport de marchandises par la route, telles que le fret fluvial et ferroviaire)

Means allocated to minimising the environmental impacts on the territory of transports of local administration's employees

La collectivité a mis en place la plupart des mesures pertinentes pour réduire les impacts environnementaux liés au transport de ses agents :

- Sensibilisation des agents à l'écoconduite
- Système de transport alternatif pour les agents (flotte de véhicules partagés)
- Déploiement de flottes de véhicules propres (achat de véhicules électriques)
- Promotion des changements sociaux organisationnels pour réduire les besoins de mobilité. Les agents du SPW ont la possibilité de pratiquer le télétravail 1 à 2 jours par semaine.

Coverage

Selon la Région Wallonne, ces mesures sont mises en place pour l'ensemble du territoire.

Energy consumption or CO2 emissions related to goods or passengers transportation per inhabitant/over GDP of the territory

La consommation énergétique normalisée par habitant, liée au secteur du transport, a diminué de 15% mais de façon non continue entre 2011 et 2015, et atteint 9,77MWh par habitant en 2015.
 Les émissions de GES normalisées par habitant, liées au secteur du transport, ont diminué de 3% mais de façon non continue entre 2011 et 2015, et atteint 2,54 t.CO2 par habitant en 2015.

Trend in public transport mix

La Région Wallonne fournit des données sur le mix de transport (consommation d'énergie par type de transport), et celui-ci est stable. En 2015, le mix était le suivant :

- Route : 84,8%
- Aérien : 13%
- Rail : 1,7%
- Voies navigables : 0,5%

Energy consumption or CO2 emissions related to local authority's employees transportation

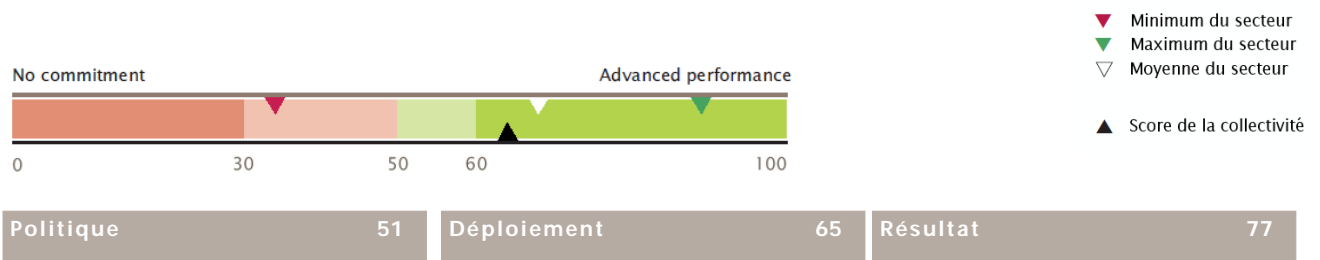
La Région Wallonne fournit des données sur les émissions de CO2 liées au transport des agents du SPW mais uniquement sur les deux dernières années.
 NB : Les émissions de CO2 liées au transport des agents du SPW ont baissé de 5% entre 2016 et 2017, et atteignent 927kg de CO2 par agent en 2017.

Human Resources

Score : 55

HRS1.1 Promotion of labour relations

(score: 64)



Visibility of commitment *La collectivité fait référence à l'importance du dialogue social au sein de la Convention sectorielle 2013-2016 du Comité de secteur XVI. Cependant cette Convention n'a pas été actualisée pour la période 2017-2018.
 NB : La Convention sectorielle 2013-2016 du Comité de secteur XVI est toujours en vigueur, jusqu'à la signature de la prochaine convention*

Relevance of commitment *L'engagement de la Région Wallonne est général.*

Ownership of commitment *La Convention sectorielle 2013-2016 est portée par le Ministre de la Fonction Publique ainsi que les délégations des organisations syndicales.*

Coverage of employee representative bodies *Tout le SPW est couvert par des instances de concertation et de négociation, par le biais des comités de concertation de base (CCB) dans chaque direction générale ainsi qu'au Secrétariat général.*

Means implemented to support social dialogue *La Région Wallonne a mis en place plusieurs mesures pour appuyer le dialogue social :
 - Quota d'heures de disponibilités pour les représentants du personnel (congrés syndicaux)
 - Espaces d'informations sur le dialogue social dans l'intranet du SPW
 - Moyens financiers (estimés à 5 492 250 € pour la mise en place des mesures comprises dans les Conventions sectorielles 2013-2016)*

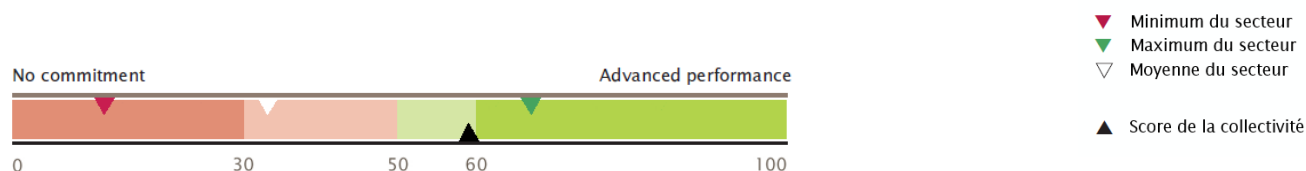
Subjects covered in collective bargaining *La négociation collective entre la Région Wallonne et les représentants du personnel en 2017 a couvert des sujets liés à l'emploi, aux conditions de travail (bien-être au travail, sécurité) ainsi qu'au cadre de dialogue social (création de comités de concertation pour le FOREM, service public de l'emploi et de la formation professionnelle en Wallonie).*

Coverage of collective agreements on working conditions *La collectivité a signé des accords collectifs sur les conditions de travail avec l'ensemble des ses agents, par le biais de la Convention sectorielle 2013-2016. Cette convention ne couvre pas les sous-traitants du SPW.*

Stakeholders' feedback *Aucune controverse n'a été identifiée sur la période sous revue : l'opinion des parties prenantes est neutre.*

HRS2.4 Career management and promotion of employability

(score: 59)



| | | | | | |
|-----------|----|-------------|----|----------|----|
| Politique | 51 | Déploiement | 81 | Résultat | 44 |
|-----------|----|-------------|----|----------|----|

Visibility of commitment *La Région Wallonne fait référence à la promotion de la gestion des carrières et des formations de ses agents au sein de la Feuille de Route du SPW, publiée dans le Contrat d'Administration 2016-2020*

Relevance of commitment *Cet engagement de la collectivité traite d'une partie de ses responsabilités : adapter les compétences des employés à leur parcours professionnel.*

Ownership of commitment *Le Contrat d'Administration est porté par les représentants de la collectivité, et engage le Gouvernement Wallon et le SPW. En outre, les organismes d'intérêt public (OIP) sont consultés.*

Career management systems *La Région Wallonne a mis en place un intranet sur lequel sont publiées les offres d'emploi et de mobilité et a formalisé les compétences requises pour les différents postes par le biais d'un référentiel de compétences. En outre, les agents ont des entretiens de performance réguliers (tous les deux ans).*

Coverage of career management systems *Ce système couvre tous les agents, contractuels et statutaires.*

Types of training provided *Les programmes de formations dispensés par l'Ecole d'administration publique (EAP) et la Direction de la Formation du Personnel du SPW ont pour objectif d'adapter les compétences des agents à leur poste et leur permettent également d'acquérir des compétences additionnelles (langues, bureautique...). Ces programmes incluent également des formations permettant d'accéder à un Certificat de management public.*

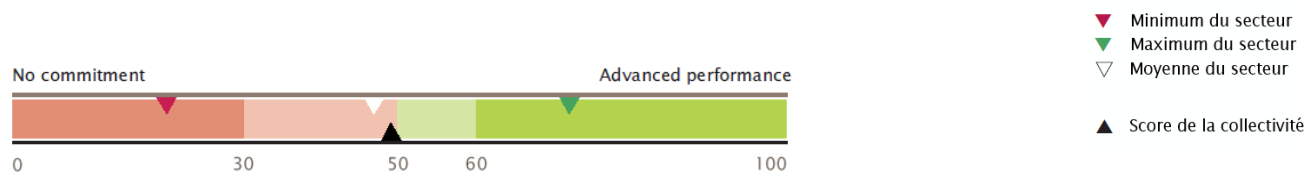
Means allocated to training *Le budget annuel de formation alloué par la Direction de la Formation du personnel du SPW et l'EAP, normalisé par agent, est en hausse de 24% de façon continue entre 2015 et 2017, et s'élève à 158€ en 2017. Les données pour l'année 2013 ne couvrent que le budget de la DFP du SPW.*

Mobility / turnover *La Région Wallonne communique des données sur le taux de mobilité interne et le turnover et ceux-ci sont sur des tendances positives :*
 - Le turnover a baissé de 1,2 point entre 2015 et 2017 mais de façon non continue. En 2017, le turnover s'élève à 4,5%.
 - Le taux de mobilité a augmenté de 1,97 point entre 2015 et 2017, de façon continue, et s'établit à 2,37% en 2017.

Coverage of training programmes *En 2017, environ 10% des agents ont suivi au moins une formation proposée par la Direction de la Formation du personnel et 31% dans le cadre des formations proposées par l'EAP.*

HRS3.1 Quality of remuneration systems

(score: 49)



| | | | | | |
|-----------|---|-------------|----|----------|----|
| Politique | 0 | Déploiement | 81 | Résultat | 65 |
|-----------|---|-------------|----|----------|----|

Visibility of commitment

*La Région Wallonne ne publie pas d'engagement sur la qualité du système de rémunération des agents du SPW.
 NB : Le système de rémunération des agents du SPW est fixé au Titre XV du Code de la fonction publique wallonne.*

Relevance of commitment

Ownership of commitment

Means to ensure transparency of remuneration

La collectivité communique à ses agents les principes et le cadre de leur rémunération par le biais de la grille salariale de la fonction publique. Un système de primes est en place pour certaines fonctions spécifiques.

Coverage of transparent and verifiable remuneration systems

Ces mesures concernent tous les agents du SPW, qu'ils soient statutaires ou contractuels.

Benefits allocated to employees

Les avantages accordés aux agents couvrent la plupart des sujets :

- Santé
- Accidents
- Maladies professionnelles
- Maternité
- Allocations familiales
- Pension de retraite
- Chômage (allocation d'interruption)

Coverage of the benefits allocated

Ces bénéfices concernent tous les agents du SPW, qu'ils soient à plein temps ou à temps partiel.

Trend of quality of remuneration systems

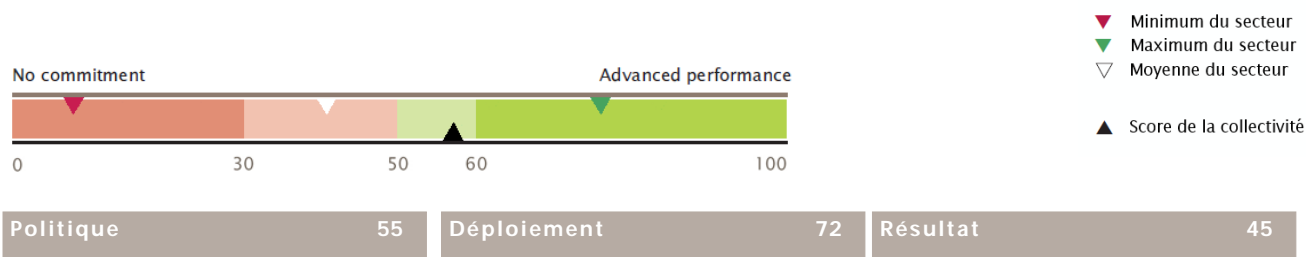
La qualité du système de rémunération des agents du SPW s'est amélioré en 2017, grâce à la suppression de l'échelle la plus basse au 1er janvier 2017.

Stakeholders' feedback

Aucune controverse n'a été identifiée sur la période sous revue : l'opinion des parties prenantes est neutre.

HRS3.2 Improvement of health and safety conditions

(score: 57)



Visibility of health & safety commitments

La Région Wallonne a publié un engagement formel pour l'amélioration des conditions de santé-sécurité de ses agents au travers du plan Bien-être au travail, mis en oeuvre en 2016.

Relevance of commitment

Cet engagement de la collectivité traite de certaines de ses responsabilités :
 - Assurer la sensibilisation des agents sur les problématiques de santé-sécurité
 - Réduire le stress et promouvoir le bien-être au travail

Ownership of commitment

Cet engagement est porté par les représentants de la collectivité. En outre, le Secrétariat Général a été identifié pour mettre en oeuvre les actions opérationnelles, et un référent bien-être a été désigné dans chaque direction générale.

Means allocated to health and safety

La Région Wallonne a alloué des ressources significatives à l'amélioration des conditions de santé-sécurité des ses agents :
 - Formations (les thématiques et les publics ne sont néanmoins pas précisés)
 - Monitoring interne (suivi du taux de fréquence et de gravité des accidents)
 - Audits internes (visites des lieux de travail, analyse des postes de travail)

En outre, 220 agents étaient couverts par la certification OSHAS 18001 en 2017, soit 2% des agents.

Coverage of health and safety system

Mis à part la certification OSHAS 18001, ces mesures concernent l'ensemble des agents.
 NB : les plans d'actions sont différents selon les directions générales du SPW.

Means allocated to reduce stress at work

La collectivité a alloué des mesures significatives pour traiter le stress au travail de ses agents :

- Monitoring du taux d'absentéisme
- Analyse des risques (développement d'un système dynamique de gestion des risques (SyDyGRI), avec pour objectif de planifier la politique de bien-être au travail)
- Enquête sur les risques psycho-sociaux menée en 2017
- Ateliers de sensibilisation à destination des agents
- Formations à destination du management, sur la prévention du stress et du burn out

Coverage of means allocated to address mental health/stress

La Région Wallonne affirme que l'ensemble des agents sont couverts par ces mesures.

Accident frequency rate

Le taux de fréquence des accidents du travail au sein du SPW a baissé de 11% entre 2012 et 2016, de façon non continue, et s'élève à 3,5 accidents par 200 000 heures travaillées en 2016.

Accident severity rate

Le taux de gravité des accidents du travail au sein du SPW a baissé de 0,23 point entre 2012 et 2016, de façon non continue, et s'élève à 0,91 jour de travail perdu par 1 000 heures travaillées en 2016.

Other health and safety indicators

La collectivité communique le taux d'absentéisme des agents du SPW sur les 5 dernières années mais celui-ci est en hausse de 0.65 point entre 2013 et 2017, et s'élève à 8,38% en 2017.

Stakeholders' feedback

Une revue des opinions des parties prenantes a révélé que la Région Wallonne est impliquée dans une controverse de sévérité élevée.

L'ONG Greenpeace intente une action en justice devant les tribunaux pour « actions insuffisantes contre la pollution de l'air ». L'organisation estime notamment que la Région Wallonne ne prend pas les mesures nécessaires pour traiter la problématique et ne "mesure pas l'exposition de manière adéquate".

Local/Regional authority's responsiveness

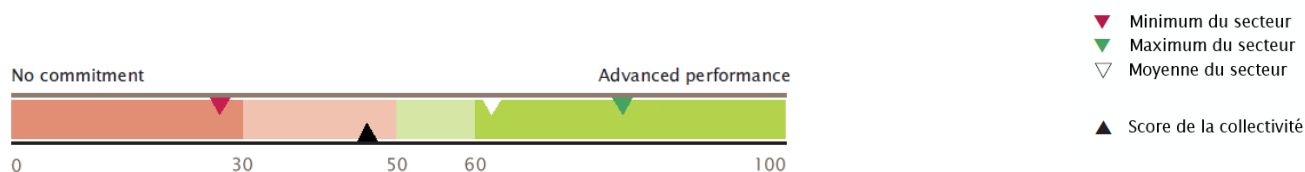
La Région Wallonne communique de façon transparente sur cette controverse et a mis en place des mesures correctives : d'après la collectivité, une stratégie matière d'Environnement-santé contenant une dizaine d'objectifs transversaux ont été fixés et sont en cours d'approbation par le Parlement.

Copyright Vigeo 2018 - La reproduction de tout ou partie de ce document est soumise à autorisation par son auteur conformément au code de la propriété intellectuelle.



HRS3.3 Respect and management of working hours

(score: 46)



| | | | | | |
|-----------|---|-------------|----|----------|----|
| Politique | 0 | Déploiement | 74 | Résultat | 65 |
|-----------|---|-------------|----|----------|----|

Visibility of commitment

La Région Wallonne ne semble pas avoir formalisé d'engagement précis en matière de respect et de gestion du temps de travail de ses agents.

Relevance of commitment

Ownership of commitment

Means to compensate for atypical working hours

La Région Wallonne met en place des mesures pour compenser les horaires de travail atypiques : heures de récupération, compensations financières.

Means to promote work/life balance

La collectivité a mis en oeuvre plusieurs mesures pour prendre en compte les préférences des agents dans la fixation de leurs horaires de travail :
 - Horaires flexibles volontaires
 - Télétravail (concerne pour l'instant 12% des agents)
 - Temps partiel volontaire
 - Congé maternité allant au-delà de la loi fédérale

Coverage of measures to compensate for atypical working hours

La Région Wallonne affirme que tous les agents ayant des horaires atypiques bénéficient des mesures de compensation.

Stakeholders' feedback

Aucune controverse n'a été identifiée sur la période sous revue : l'opinion des parties prenantes est neutre.

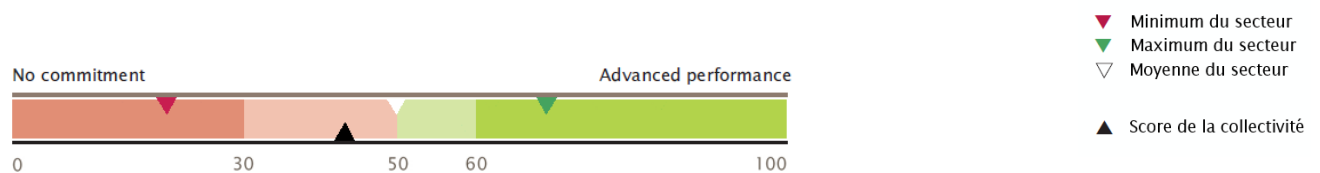
Copyright Vigeo 2018 - La reproduction de tout ou partie de ce document est soumise à autorisation par son auteur conformément au code de la propriété intellectuelle.

Human Rights

Score : 55

HRT1.1 Respect for human rights standards and prevention of violations

(score: 43)



| | | | | | |
|-----------|----|-------------|----|----------|----|
| Politique | 65 | Déploiement | 30 | Résultat | 33 |
|-----------|----|-------------|----|----------|----|

Visibility of commitment *La Région Wallonne a formalisé un engagement pour le respect des droits humains fondamentaux au sein du Guide de bonne pratique administrative. NB : La Région fait également référence à la promotion des droits humains dans la société au sein de sa Stratégie de Développement Durable.*

Relevance of commitment *Cet engagement concerne une partie des responsabilités de la Région : la protection des données personnelles et la prévention des abus de pouvoir dans la fourniture des services administratifs.*

Ownership of commitment *Cet engagement est porté par les représentants de la Région Wallonne et un organisme spécialiste en est responsable : le Médiateur de la Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles.*

Means allocated *La Région Wallonne a mis en place un système basique pour assurer le respect et la promotion des droits humains dans la société :*
 - Programmes de sensibilisation des agents sur la protection des données personnelles, et désignation d'un Délégué à la Protection des données
 - Analyses des risques en matière de protection des données personnelles pour certains traitements présentant un risque a priori élevé

Scope *La collectivité a mis en place ces mesures pour la protection des données personnelles, traitant ainsi d'une partie des risques en matière de droits humains. Ces moyens ne concernant cependant pas la prévention des abus de pouvoir dans la fourniture des services administratifs.*

Stakeholders' feedback *Une revue des opinions des parties prenantes a révélé que la Région Wallonne est impliquée dans une controverse de sévérité élevée.*

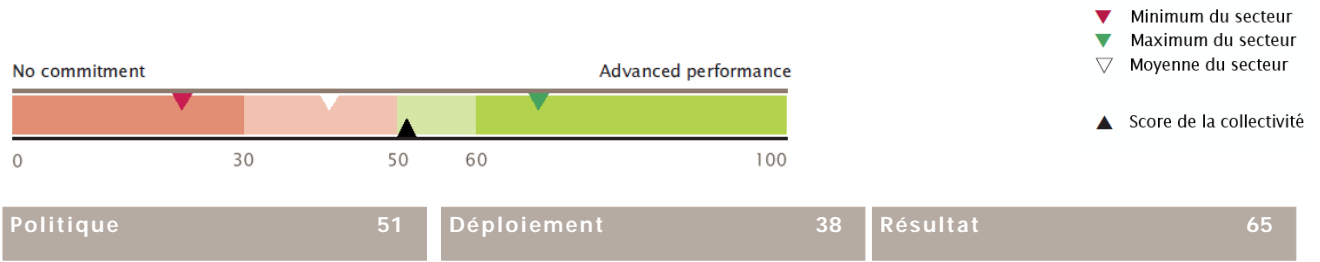


Un rapport d'Amnesty International accuse la Région wallonne de vendre des armes à des pays violant les droits de l'homme, notamment l'Arabie Saoudite. D'après l'organisation, la Wallonie ne respecte pas le Traité sur le Commerce des Armes ratifié par la Belgique, qui interdit notamment le transfert d'armes en cas de risques de violations graves des droits humains et du droit humanitaire.

Local/Regional Authority's responsiveness *La Région Wallonne communique de façon transparente sur ce cas de controverse et a mis en place certaines mesures correctives :*
 - D'après la collectivité, le Ministre-Président a entrepris démarche vis-à-vis de l'Europe et de l'ONU afin qu'un embargo concerté au niveau européen puisse être obtenu vis-à-vis de l'Arabie Saoudite ;
 - D'après la collectivité, le Ministre-Président a recommandé aux entreprises wallonnes productrices d'armement d'élaborer et de mettre en œuvre un plan de diversification de leur clientèle et de leurs marchés à échéance de 5 ans maximum.

HRT2.1 Respect for freedom of association and the right to collective bargaining

(score: 51)



Visibility of commitment

La Région Wallonne a publié un engagement formalisé pour la liberté d'association et le droit à la négociation collective dans sa Charte associative, en commun avec la Communauté française de Belgique et la Commission communautaire française (COCOF).

Relevance of commitment

Ces engagements traitent des principales responsabilités de la collectivité :

- Protection de la liberté d'association et du droit à s'organiser
- Respect du droit à la négociation collective
- Respect et protection des représentants des travailleurs

Ownership of commitment

Ces engagements sont portés par les élus de la collectivité, dont le Ministre-Président Rudy Demotte.

Monitoring

La Région Wallonne a mis en place certaines mesures de suivi de la liberté syndicale au sein du SPW : la collectivité assure le suivi du nombre de réunions des organisations syndicales ainsi que le nombre d'ETP et d'heures affectées au détachement syndical, par année.

Coverage

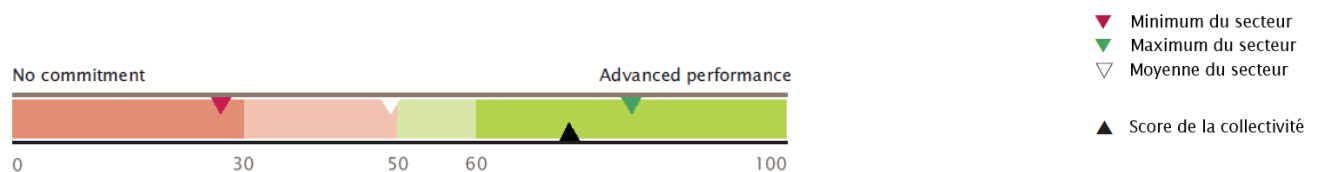
Ce suivi concerne l'ensemble des agents du SPW.

Stakeholders' feedback

Aucune controverse n'a été identifiée sur la période sous revue : l'opinion des parties prenantes est neutre.

HRT2.4 Non-discrimination

(score: 72)



| | | | | | |
|-----------|----|-------------|----|----------|----|
| Politique | 79 | Déploiement | 59 | Résultat | 78 |
|-----------|----|-------------|----|----------|----|

Visibility of commitment

La Région Wallonne a publié un engagement formalisé en faveur de la non-discrimination au travers du Décret du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination, modifié par les décrets du 19 mars 2009 et du 12 janvier 2012, qui transpose les directives européennes en matière de non-discrimination et d'égalité de traitement.

Relevance of commitment

Ce décret définit de façon explicite toutes les catégories et processus de management couverts :

- Genre / Orientation sexuelle
- Race / Origine ethnique
- Religion
- Origine sociale
- Opinion politique
- Age
- Handicap
- Etat de santé
- Responsabilités familiales (dont la grossesse)
- La discrimination sur le lieu de travail (insertion socioprofessionnelle, placement des travailleurs, octroi d'aides à l'emploi)
- La discrimination dans la fourniture de services (avantages sociaux, logement)

Ownership of commitment

Le suivi et l'évaluation de ce Décret sont portés par le Gouvernement Wallon, en collaboration avec le Conseil économique et social de la Région Wallonne et le Conseil Wallon pour l'égalité hommes-femmes, impliqués notamment dans la définition des indicateurs qui servent de base à l'évaluation.

Means allocated to prevent discrimination at the workplace

La Région Wallonne a mis en place plusieurs mesures pertinentes pour prévenir la discrimination sur le lieu de travail, au sein du SPW :

- Actions de sensibilisation mensuelles sur les critères anti-discrimination
- Formations à la diversité et à la langue des signes proposées par l'Ecole d'administration publique
- Suivi de données (part des femmes au sein des agents et parmi les managers)
- Programmes de discrimination positive pour l'emploi de personnes en situation de handicap (le Code de la Fonction Publique impose au SPW de réserver un minimum de 2,5% de l'effectif à des personnes en situation de handicap)

Scope of non-discrimination measures at the workplace

Plusieurs critères de discrimination sont considérés dans ces mesures :

- Genre
- Handicap
- Minorités

Means allocated to prevent discrimination in the provision of services to service recipients

La collectivité a mis en place plusieurs mesures pertinentes pour prévenir toute forme de discrimination dans la délivrance des services publics :

- Actions de sensibilisation (aucun détail sur celles-ci n'a cependant été fourni)
- Ombudsman (médiateur) commun avec la Fédération Wallonie-Bruxelles

Scope of the non discrimination screening processes towards the service recipients

Selon la Région Wallonne, ces mesures couvrent l'ensemble des services rendus par la collectivité.

Results in terms of gender distribution

*La part des femmes aux positions managériales au sein de la Région Wallonne a augmenté de 6 points, de façon continue entre 2013 et 2017, et atteint 19% en 2017.
 NB : la part des femmes au sein des agents du SPW était de 47% en 2017.*

Results in terms of employment of disabled persons

La part des personnes en situation de handicap au sein de la Région Wallonne a augmenté de 1,06 point, de façon continue entre 2015 et 2017, et atteint 2,67% en 2017.

Stakeholders' feedback

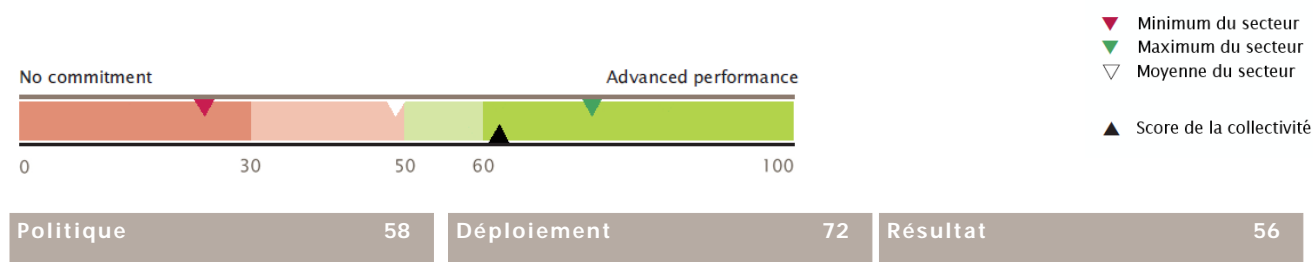
Aucune controverse n'a été identifiée sur la période sous revue : l'opinion des parties prenantes est neutre.

Community Development

Score : 66

CIN1.1 Territorial planning and sustainable development of the territory

(score: 62)



Relevance of commitment to develop the economy, employment and vocational training

L'engagement de la collectivité à développer l'économie, l'emploi et la formation professionnelle traite d'une partie de ses responsabilités :
 - Promouvoir l'emploi et la formation des travailleurs locaux (promotion de l'excellence des qualifications, adaptées aux métiers en pénurie et d'avenir)
 - Promouvoir la création et le développement d'entreprises locales (souhait de systématiser dans les hautes écoles et universités les structures d'accompagnement des étudiants-entrepreneurs)

Visibility of the policy to develop the economy, employment and vocational training

Cet engagement est formalisé et accessible sur internet dans sa Déclaration de Politique Régionale "La Wallonie plus forte", datée de juillet 2017.

Ownership of commitments

La Déclaration de Politique Régionale est portée par le Cabinet du Ministre Président, et s'appuie sur le Ministère de l'Economie, le Département de l'emploi et de la Formation professionnelle, et les pouvoirs publics régionaux pour sa mise en oeuvre.

Relevance of commitment to a sustainable territorial planning

L'engagement de la collectivité en matière d'urbanisme durable traite de ses principales responsabilités :

- Construire une vision prospective du développement territorial, incluant des objectifs de développement durable (la Stratégie Wallonne de Développement Durable propose une vision du territoire à 2050, alignée avec les Objectifs de Développement Durable de l'ONU)
- Instaurer une politique de mobilité durable (volonté de réduire progressivement la part de la voiture individuelle, augmenter la part du covoiturage, aménager les infrastructures fluviales, etc)
- Instaurer une politique de logement soutenable qui inclut le développement de logements sociaux (volonté de créer des logements publics et conventionnés, accessibles à moindre coût, de soutenir en priorité la rénovation énergétique des logements de ceux qui en ont le plus besoin, etc.)
- Promouvoir un schéma de développement des technologies de l'information et de la communication (développement d'une Stratégie numérique de la Wallonie, avec la volonté de développer le numérique comme facteur de compétitivité pour le territoire)

Visibility of the policy on sustainable territorial planning

Ces engagements sont formalisés et accessibles au sein du Schéma de Développement de l'Espace Régional (SDER) et de la Stratégie numérique de la Wallonie ("Digital Wallonia"), documents disponibles en ligne.

Means allocated to develop the economy, employment and vocational training

La Région Wallonne a alloué des moyens significatifs au développement de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle :

- Soutien financier aux entreprises employant des jeunes en alternance
- Organisation de la formation par le biais de 70 centres de formation publics (notamment les centres FOREM pour les demandeurs d'emplois)
- Financement de 157 centres d'insertion socioprofessionnelle pour les publics éloignés de l'emploi
- Promotion de la recherche en matière de numérique
- Création de pôles de compétitivité dans des secteurs variés (transport/logistique, agro-industrie, biotechnologies, aéronautique, ingénierie mécanique, ingénierie chimique / matériaux durables)

Geographical coverage

La Région Wallonne déclare avoir mis en place ces mesures sur l'ensemble du territoire en ciblant certaines zones fragiles précises, telles que les provinces de Hainaut et de Liège, où le taux de chômage est au-dessus de la moyenne.

Means allocated to support a sustainable territorial planning

La Région Wallonne a alloué des mesures significatives pour appuyer l'urbanisme durable, au travers du Code de Développement Territorial et du Schéma de Développement de l'Espace Régional :

- Mesures visant à contenir l'étalement urbain (promotion de la préservation des espaces verts dans les Plans de secteur demandés aux pouvoirs locaux)
- Mesures visant à maîtriser la mobilité (demande aux communes de définir les mesures de maîtrise de mobilité dans les Schémas de développement communal)
- Préservation de l'équilibre territorial, notamment grâce à l'évaluation des incidences des plans et schémas sur l'environnement
- Planification de l'habitat, incluant une partie de logements sociaux (logements publics et logements à loyer modéré sur le marché locatif privé)
- Promotion des quartiers durables
- Plan de développement des technologies de l'information et de la communication de façon équilibrée sur tout le territoire (renforcement de l'accompagnement à l'usage du numérique pour les personnes les plus éloignées de ces technologies)

Geographical coverage

D'après la Région Wallonne, ces mesures couvrent certaines zones fragiles.

Performance trend regarding efforts to promote the local economy, employment and vocational training

En Région Wallonne, le taux de chômage et le taux de chômage des 15-24 ans sont en légère hausse non continue entre 2012 et 2016, respectivement de 0,5 point et de 0,8 point, et atteignent 10,6% et 27,9% en 2016.

Performance trend regarding efforts to promote sustainable planning

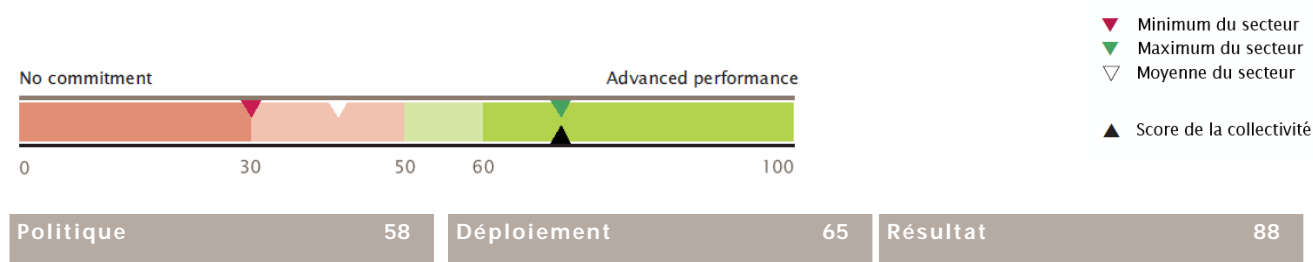
En Région Wallonne, la part des ménages équipés d'internet a augmenté de 10 points entre 2013 et 2017, et atteint 83% en 2017.

Stakeholders' feedback

Aucune controverse n'a été identifiée sur la période sous revue : l'opinion des parties prenantes est neutre.

CIN2.1 Social cohesion and fair development

(score: 70)



Relevance of commitment to promote access to public services and adapt public infrastructures to sensitive categories

La Région Wallonne promeut l'accès aux services publics et l'adaptation des infrastructures publiques à des populations vulnérables au travers du Plan Wallon de lutte contre la pauvreté. Celui-ci vise à "mobiliser efficacement l'ensemble des leviers régionaux" pour réduire la pauvreté en matière de :

- Santé
- Mobilité
- Accès à l'eau
- Accès à l'énergie
- Accès aux technologies du numérique

Au travers du Schéma de Développement de l'Espace Régional, la collectivité s'engage également à assurer la cohésion sociale et l'accès aux logements pour tous.

Visibility of commitment to promote access to public services and adapt public infrastructures to sensitive categories

La collectivité a formalisé ces engagements au sein du Plan Wallon de lutte contre la pauvreté.

Ownership of commitment

Cet engagement est porté par les élus de la Région, sous la coordination du Ministre-Président.

Means allocated

La collectivité a alloué plusieurs mesures à la promotion des services publics aux populations les plus fragiles :

- Développement de systèmes de santé pour les populations vulnérables, grâce au développement de maisons médicales "au forfait"
- Promotion de l'accès à l'énergie aux populations vulnérables, notamment par le biais de la notion de client protégé qui donne droit au tarif social et offre une protection particulière contre les coupures d'électricité
- Soutien populations vulnérables en matière d'accès à l'eau, par le biais des Centres Publics d'Action Sociale (CPAS)
- Promotion de l'accès à des crédits à taux réduits pour les personnes exclues du système bancaire traditionnel (montants plafonnés à 10 000 €)
- Accompagnement des sans abris par le biais des Relais sociaux, en charge de l'accueil de jour, l'accueil de nuit, le travail de rue, l'urgence sociale et le Plan Grand Froid
- Promotion de l'accès aux technologies de l'information : la Wallonie a créé plus de 150 Espace Public Numérique (EPN) répartis sur tout le territoire. Ce sont des espaces d'apprentissage et de médiation des usages numériques, ayant vocation à favoriser la participation citoyenne de tous à la Société de l'information.
- Création d'un Fonds régional de garanties locatives
- Différentes subventions dans le cadre du plan de cohésion sociale

Coverage

Ces mesures sont mises en place sur une part significative des zones les plus fragiles.
 NB : Le Plan de lutte contre la pauvreté s'applique à tout le territoire. Par ailleurs, 181 communes wallonnes ont adhéré au Plan régional de cohésion sociale 2014-2019.

Trend

La Région Wallonne communique notamment le nombre de bénéficiaires des Centres Publics d'Action Sociale. Ceux-ci ont augmenté de 41% entre 2012 et 2016, atteignant 9 167 en 2016.

Stakeholders' feedback

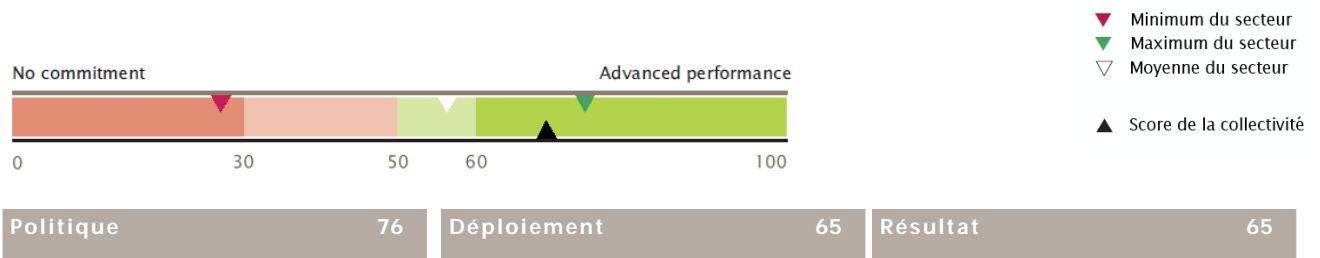
Aucune controverse n'a été identifiée sur la période sous revue : l'opinion des parties prenantes est neutre.

Procurement and Services

Score : 45

C&S1.3 Quality of relations with service recipients

(score: 69)



Visibility of commitment *La Région Wallonne a publié un engagement formalisé en matière de relations responsables avec ses citoyens et a fixé des objectifs spécifiques au sein du Contrat d'Administration 2016-2020 :*

- Développer une dynamique de consultation de l'utilisateur sur ses attentes et sa satisfaction
- Élaborer et mettre en oeuvre une stratégie spécifique à chacun des cinq publics cibles du SPW
- Organiser un système d'information interne et externe cohérent et dynamique, qui optimise les canaux de communication
- Poursuivre la réduction des délais de paiement

NB : La Région Wallonne a également publié un engagement formalisé par le biais du Guide de bonne conduite administrative du Médiateur de la Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Relevance of commitment *La collectivité s'engage à informer pleinement les usagers sur leurs droits et à gérer les éventuelles plaintes concernant les impôts et taxes.*

Ownership of commitment *Ces engagements sont portés par les représentants de la collectivité. Des spécialistes ont été identifiés pour les questions de communication externe (Direction de la Communication externe).*

Means allocated *La Région Wallonne a mis en place plusieurs mesures pertinentes :*

- Formation de ses agents en charge de l'information de première ligne : 189 personnes ont participé à une formation générale aux principes de l'orientation usager en 2017
- Mécanismes de contrôle : toute information communiquée à la population wallonne (au grand public) est construite et validée de manière décentralisée au sein des départements spécialisés dans les différentes compétences, avant d'être centralisée via un outil de gestion de contenus, via lequel ils sont mis à disposition du public sur les différents canaux
- Adresse email et ligne téléphonique dédiées aux questions de la population (centre d'appel 1718)
- Certains documents rendus accessibles en néerlandais et allemands

Complaints management system *Le Médiateur de la Région Wallonne propose un système de remontée des réclamations. En outre, le processus de cheminement qui des plaintes est décrit sur le site du médiateur: réception de la réclamation, examen de sa recevabilité, accusé de réception, instruction du dossier.*

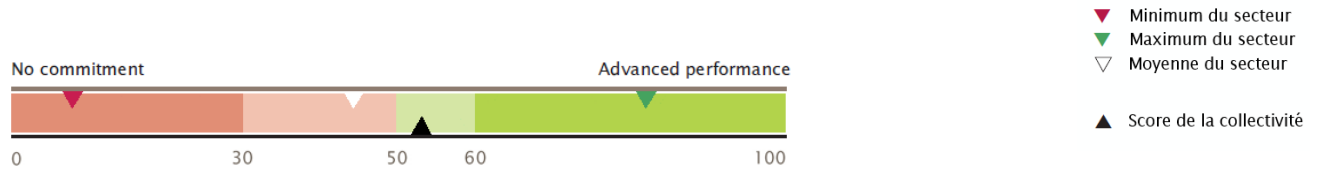
Coverage *Selon la Région Wallonne, ces mesures concernent l'ensemble des agents du SPW.*

Stakeholders' feedback *Aucune controverse n'a été identifiée sur la période sous revue : l'opinion des parties prenantes est neutre.*

Results *Le nombre mensuel de réclamations reçues par la Région Wallonne de la part des habitants a baissé de 23% entre 2013 et 2017, mais de façon non continue. Ce taux s'élève à 163 par mois en 2017, et comprend les plaintes reçues par le SPW et les autres Organismes d'Intérêt Public de Wallonie.*

C&S2.2 Sustainable Relationships with suppliers/Respect of suppliers in procurements

(score: 53)



| | | | | | |
|-----------|----|-------------|----|----------|----|
| Politique | 83 | Déploiement | 42 | Résultat | 35 |
|-----------|----|-------------|----|----------|----|

Visibility of commitment

La collectivité a publié un engagement formalisé pour l'établissement de relations durables avec ses fournisseurs au sein de son Plan d'Actions Achats Publics Responsables 2017-2019.

Relevance of commitment

Cet engagement est général, la collectivité s'engage à promouvoir "des achats publics plus responsables sur les plans économique, social et environnemental". En outre, la collectivité souhaite respecter les intérêts des entreprises en luttant contre le dumping social, et promouvoir l'accès des marchés publics aux PME.

Ownership of commitment

Le Plan d'Actions Achats Responsables 2017-2019 est porté par le Ministre wallon du Budget, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et de l'Énergie. En outre, des spécialistes ont été identifiés sur ces problématiques : le Département du Développement Durable est en charge du suivi du plan.

Measures established to manage supplier relations in public procurements

La collectivité a mis en place une partie du plan d'actions, pour gérer les relations fournisseurs de façon responsable :
 - Paiement sous 30 jours (analyse et suivi semestriel)
 - Promotion de l'accès des PME aux marchés publics dans un plan d'actions en développement

Coverage

La collectivité affirme que la plupart des fournisseurs et sous-traitants sont couverts par ces mesures.

Transparency and trends of indicators relative to the outcomes of the local/regional authority's commitment to ensure balanced and sustainable relations with suppliers, including small suppliers

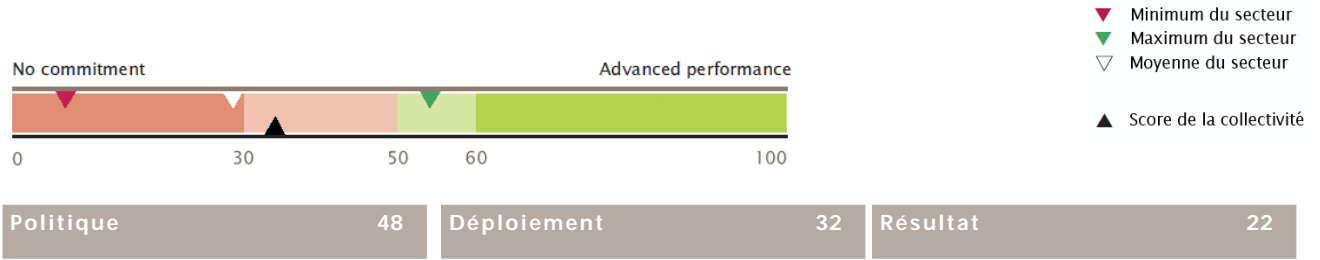
Les données communiquées par la collectivité sur la qualité des relations avec ses fournisseurs et sous-contractants sont insuffisantes.

Stakeholders' feedback

Aucune controverse n'a été identifiée sur la période sous revue : l'opinion des parties prenantes est neutre.

C&S2.3 Integration of environmental factors in the supply chain/in procurements

(score: 34)



Visibility of commitment

La Région Wallonne a publié un engagement formalisé pour inclure des facteurs environnementaux dans la gestion de sa commande publique, au sein du Plan d'actions achats publics responsables 2017-2019.

Relevance of commitment

*Cet engagement est général et consiste en l'élaboration de "clauses environnementales, sociales et éthiques pour des marchés de fournitures, de services et de travaux".
 NB : La note de cadrage opérationnelle définissant les modalités d'intégration des clauses environnementales dans les marchés publics promeut également la certification ISO14001 ou EMAS des fournisseurs. Cette certification n'est cependant pas obligatoire.*

Ownership of commitment

Le Plan d'Actions Achats Responsables 2017-2019 est porté par le Ministre wallon du Budget, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et de l'Énergie. En outre, des spécialistes ont été identifiés sur ces problématiques : le Département du Développement Durable est en charge du suivi du plan.

Means allocated

La Région Wallonne a initié la mise en place de plusieurs mesures pour intégrer des facteurs environnementaux dans la gestion de sa commande publique :

- Intégration de problématiques environnementales dans les clauses contractuelles (clauses relatives à la gestion des déchets de matériaux de construction sur les chantiers, déjà intégrées au cahier des charges type bâtiment)
- Monitoring et évaluation du Plan d'Actions Achats Responsables 2017-2019
- Accompagnement des pouvoirs adjudicateurs locaux dans l'insertion de clauses environnementales
- Formation des pouvoirs adjudicateurs et des parties prenantes

Audits of suppliers/subcontractors

La collectivité ne semble pas avoir mis en place d'audits environnementaux de ses fournisseurs.

Coverage

Les informations fournies sont insuffisantes pour s'assurer que les mesures décrites couvrent une majorité des fournisseurs. Certaines mesures comme les clauses contractuelles ne couvrent pour l'instant qu'une partie des fournisseurs.

Share of corrective measures vs problems uncovered

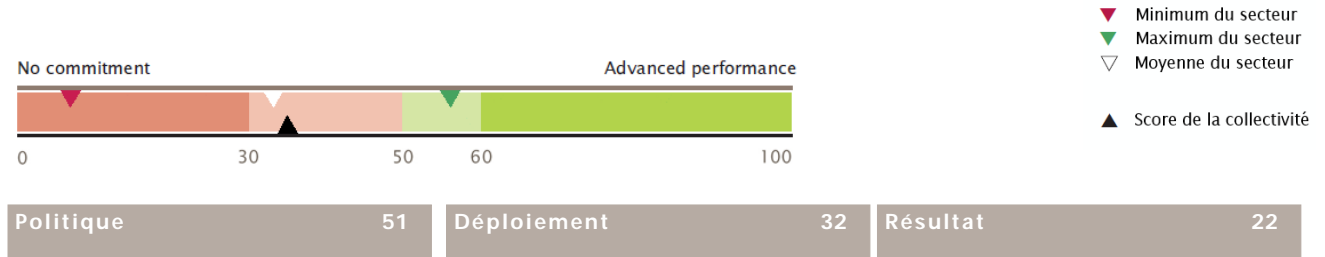
Les informations communiquées quant aux incidents en matière environnementale identifiés chez les fournisseurs sont insuffisantes.

Stakeholders' feedback

Aucune controverse n'a été identifiée sur la période sous revue : l'opinion des parties prenantes est neutre.

C&S2.4 Integration of social factors in the supply chain/in procurements

(score: 35)



Visibility of commitment

La Région Wallonne a publié un engagement formalisé pour inclure des facteurs sociaux dans la gestion de sa commande publique, au sein du Plan d'actions achats publics responsables 2017-2019.

Relevance of commitment

*Cet engagement est général et consiste en l'élaboration de "clauses environnementales, sociales et éthiques pour des marchés de fournitures, de services et de travaux".
 NB : le contenu des clauses sociales est précisé dans la note de cadrage opérationnelle définissant les modalités d'intégration des clauses sociales dans les marchés publics (conventions de l'OIT relatives au salaire minimum, à la durée du travail, à la sécurité et la santé des travailleurs, à la non-discrimination et à la liberté syndicale). Néanmoins, l'inclusion de ces clauses n'est pas rendu obligatoire par la Région.*

Ownership of commitment

Le Plan d'Actions Achats Responsables 2017-2019 est porté par le Ministre wallon du Budget, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et de l'Énergie. En outre, des spécialistes ont été identifiés sur ces problématiques : le Département du Développement Durable est en charge du suivi du plan.

Means allocated

La Région Wallonne a initié la mise en place de plusieurs mesures pour intégrer des facteurs sociaux dans la gestion de sa commande publique :

- Intégration de problématiques sociales dans les clauses contractuelles dans les marchés de travaux bâtiments (insertion d'une partie du marché à des entreprises de l'économie sociale d'insertion, effort de formation par l'embauche d'un stagiaire)
- Suivi de la mise en oeuvre de clauses sociales dans les marchés publics de travaux
- Accompagnement des pouvoirs adjudicateurs locaux dans l'insertion de clauses sociales
- Formation des agents à la mise en oeuvre des outils mis à disposition des pouvoirs adjudicateurs visant à lutter contre le dumping social
- Formation à destination des entreprises sur les exigences des pouvoirs adjudicateurs en matière de lutte contre le dumping social et d'exécution de clauses sociales dans les marchés publics

Copyright Vigeo 2018 - La reproduction de tout ou partie de ce document est soumise à autorisation par son auteur conformément au code de la propriété intellectuelle.

Audits of suppliers/subcontractors *La collectivité ne semble pas avoir mis en place d'audits sociaux de ses fournisseurs.*

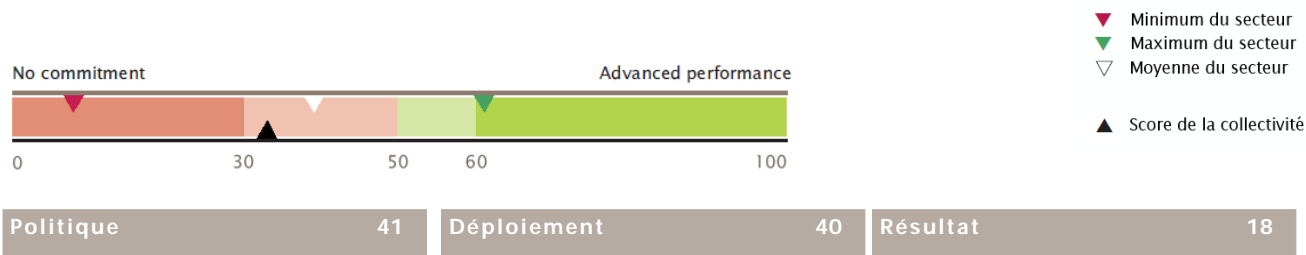
Coverage *Les informations fournies sont insuffisantes pour s'assurer que les mesures décrites couvrent une majorité des fournisseurs. Certaines mesures comme les clauses contractuelles ne couvrent pour l'instant qu'une partie des fournisseurs.*

Share of corrective measures / problems uncovered *Les données fournies par la Région Wallonne quant aux incidents en matière sociale identifiés chez les fournisseurs sont insuffisantes.*

Stakeholders' feedback *Aucune controverse n'a été identifiée sur la période sous revue : l'opinion des parties prenantes est neutre.*

C&S3.1 Prevention of corruption

(score: 33)



Visibility of commitment *La Région Wallonne a publié un engagement formalisé sur la prévention de la corruption dans sa Charte de bonne conduite administrative, annexe du Code de la fonction publique wallonne.*

Relevance of commitment *Cet engagement est général et fait uniquement référence à des principes de déontologie génériques.*

Ownership of commitment *La Charte de bonne conduite administrative est portée par le Ministre de la Fonction publique.*

Involvement of public agents to prevent corruption *La Région Wallonne a mis en place une formation relative aux droits et devoirs des fonctionnaires pour tous les nouveaux agents, ainsi qu'une section "Mes droits et devoirs" sur l'Intranet du SPW.*

Means allocated to prevent corruption *La Région Wallonne a mis en oeuvre un système de contrôles internes en matière de prévention de la corruption, incluant des audits internes.*

Coverage *Les audits internes couvrent l'ensemble du SPW.*

Means allocated to assure the fairness in public bid tenders procedures *La Région Wallonne propose un système transparent et accessible de publication des marchés publics. En outre, les pouvoirs adjudicateurs ont l'obligation légale de communiquer sur les motifs des décisions prises.*

Stakeholders' feedback *Une revue des opinions des parties prenantes a révélé que la Région Wallonne est impliquée dans une controverse de sévérité significative. D'après le site Cumuleo, six ministres du gouvernement wallon, entré en fonction le 28 juillet dernier, ont omis de déclarer certains de leurs mandats, fonctions ou professions.*

Local/Regional Authority's responsiveness *La Région Wallonne ne communique pas sur ce cas de controverse.*

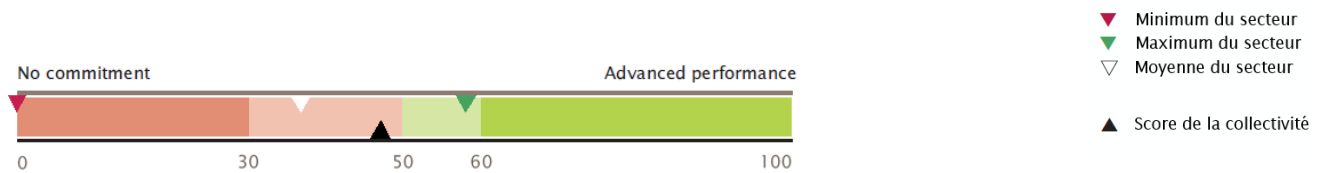
Reporting *La Région Wallonne affirme qu'aucun cas de corruption n'a été identifié par le service d'audit interne (DAIF). Néanmoins les compétences de ce service ne semble pas inclure l'identification des cas de corruption des agents et des élus.*

Governance

Score : 54

CGV1.1 Representative and participative democracy

(score: 47)



Existence, transparency and objectivity of Executives/Directors nomination procedures

La loi wallonne fixe des conditions strictes d'accès aux postes d'exécutifs par recrutement afin de s'assurer que les candidats ont les compétences requises. Les conditions sont les suivantes :

- Avoir une conduite répondant aux exigences de la fonction
- Être porteur d'un diplôme donnant accès à un emploi de niveau A
- Être lauréat d'un examen

La présence de partis d'opposition dans le jury d'examen (5 membres) n'est pas obligatoire, mais les deux experts qui doivent y figurer ne doivent pas être en situation de partialité ou de conflit d'intérêt à l'égard des candidats.

Transparency on remuneration and potential conflicts of interests of the main executives

Les élus, y compris de partis d'opposition, reçoivent des informations sur la rémunération sdes exécutifs. En effet, l'Annexe XIII du Code de la fonction publique wallon fournit l'échelle de rémunération applicable à l'ensemble des agents, dont les exécutifs.

Attendance at local council meetings

Les informations fournies par la Région Wallonne quant au taux de présence aux réunions du Parlement Wallon sont insuffisantes.

Participative Democracy - Level of implication of stakeholders (citizens, civil society, non-governmental organisations and companies) in decision making

La Région Wallonne a construit des mécanismes formels pour interagir avec ses parties prenantes : la Région Wallonne a sollicité les citoyens wallons à deux reprises par le biais de panels citoyens, sur les enjeux du vieillissement et de la jeunesse (18-30 ans) en Wallonie aux horizons 2025-2045. Pour ce processus, le Parlement de Wallonie s'est associé à des acteurs spécialisés : l'Institut Destrée et un comité scientifique interuniversitaire.

Transparency on the work of the local council

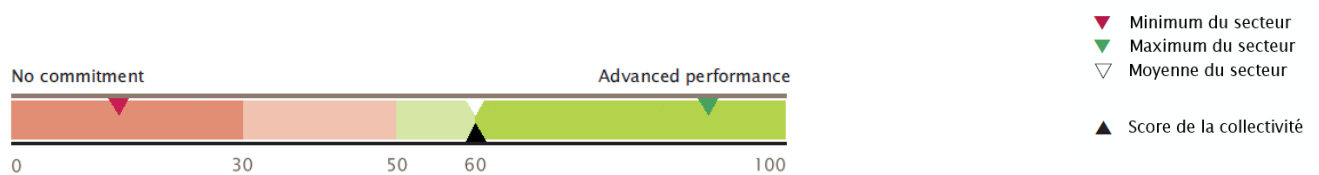
Les résultats des débats ayant lieu au Parlement Wallon sont publiés en ligne après les réunions, sur le site internet du Parlement. Les ordres du jour des réunions parlementaires sont fixés par la Conférence des présidents du Parlement, associant l'ensemble des groupes politiques.

Participation at local elections

Le taux de participationaux dernières élections était de plus de 60% (87,9%). Néanmoins ce taux n'a pas augmenté sur les trois dernières élections.

CGV2.1 Audit & Internal Controls

(score: 60)



Existence and independence of Audit Committee

Le Comité d'Audit, commun avec la Communauté Française de Belgique, ne comprend aucun élu. Néanmoins, la moitié des membres semblent être indépendants. Ce Comité d'audit est composé de 5 membres ayant droit de vote sur tous les sujets :

- Minimum trois experts indépendants spécialisés dans le secteur de l'audit désignés conjointement par les Gouvernements,
- Des Secrétaires généraux des deux Institutions,

Ce Comité comprend également plusieurs fonctionnaires dirigeants d'organismes d'intérêt public (président du Comité de suivi des audits des Fonds structurels européens, Directeur de l'Organisme payeur de Wallonie, un représentant de la Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du Territoire, du Logement et de l'Energie du SPW...) pouvant intervenir uniquement sur les points qui les concernent.

Les membres indépendants représentent donc 50% ou 60% selon les sujets débattus et votés.

Skills and backgrounds of Audit Committee members

La plupart des membres semblent avoir de l'expérience en matière d'audit, et plusieurs d'entre eux semblent avoir également une expérience politique.

Role of the Audit Committee

Le Comité d'Audit a un rôle étendu comprenant :
 - Assurer l'intégrité des systèmes comptables et d'information financière de la collectivité pour les dépenses courantes et les investissements
 - Vérifier que les standards d'efficacité sont atteints

Evaluation of the follow-up in time of voted measures and control of efficiency of public funding use

La Région Wallonne a mis en place des travaux de suivi et d'évaluation de certaines politiques publiques, par le biais de l'Institut d'évaluation, de prospective et de statistiques (IWEPS - à la demande du Gouvernement Wallon) et de la Cour des comptes. Cette dernière assure un suivi dans le temps de certaines évaluations, entrant dans le cadre des audits financiers des différentes entités de la Région Wallonne. Néanmoins, ces travaux ne semblent pas couvrir l'ensemble des mesures votées au Parlement.

Stakeholders' feedback

Aucune controverse n'a été identifiée sur la période sous revue : l'opinion des parties prenantes est neutre.

Inclusion of CSR issues in local authority reporting

La Région Wallonne, publie un reporting environnemental significatif par le biais du Rapport sur l'état de l'environnement, mais celui-ci ne semble pas être audité par un tiers externe.
NB : Le reporting social relatif au SPW n'est pas disponible publiquement. Par ailleurs, la Région publie également une déclaration de politique environnementale dans le cadre de l'enregistrement EMAS de plusieurs bâtiments, mais le périmètre ne semble pas couvrir l'ensemble du SPW.

Contacts

Analyste : Benjamin Cliquet • benjamin.cliquet@vigeo-eiris.com

Disclaimer

Copyright Vigeo 2018

La reproduction de tout ou partie de ce document est soumise à autorisation par Vigeo conformément au code de la propriété intellectuelle.

Les informations et l'analyse présentées dans ce document reposent sur l'application de la méthodologie Equitics®, propriété exclusive de Vigeo, et sur un ensemble de sources documentaires dont la fiabilité a été positivement appréciée par Vigeo. La précision, l'exactitude, l'exhaustivité et l'actualité des données présentées dans ce rapport ne sont pas garanties. Vigeo décline toute responsabilité quant aux choix stratégiques ou managériaux et aux décisions de toute nature retenues ou écartées par l'utilisateur des informations et des opinions présentées dans ce document.